informations correspondance ouvrières

N° 29 AVRIL 1961

publié par le Groupement INTER-ENTREPRISE

S O M M A I R E

ALGERIE
I-Le dernier sursaut
II-L'Heure de la vérité
LIAISONS
LES TRAVAILLEURS EN FRANCE
CORRESPONDANCE
CE QUE NOUS SOMMES, CE QUE NOUS VOULONS

mmmmmmmmmmmm

ALGERIE le dernier sursaut

Ce bulletin était prêt à sortir avant qu'éclate la troisième insurrection d'ALGER. Plutot que des informations ou des analyses des évènements, les lignes qui suivent sont des questions auxquelles chacun doit réfléchir; dans le prochain bulletin, nous essaierons de faire le point.

Bien que n'ayant duré que quatre jours, la "rebellion des généraux" a profondément secoué le pays et cette crise aura des conséquences non seulement sur la guerre d'ALGERIE, mais aussi sur les structures économiques, politiques et sociales

Derrière la situation d'équilibre, derrière la lente évolution du régime gaulliste depuis trois ans, les mêmes forces qui avaient amené le 13 MAI continuaient de s'affronter, empêchant non seulement la fin de la guerre d'ALGERIE, mais aussi et surtout toutes les réformes de structure voulues par la fraction du capitalisme poussant le régime actuel.

LA GUERRE d'ALGERIE parait maintenant devoir se terminer rapidement par une négociation entre bureaucratie FLN et capitalisme français. Mais seule l'hypothèque de l'armée française paraît levée; tous les autres problèmes restent entiers, celui de l'avenir économique et partant, politique, de l'ALGERIE, celui du sort de la population européenne. Ils resteront déterminants dans les évènements et il serait bien vain de croire qu'il suffit de négocier pour que les conséquences politiques en ALGERIE, et en FRANCE, disparaissent.

LE FASCISME et L'ETAT: la plupart des camarades pensent que la situation en FRANCE ne peut donner ouverture à un fascisme: la fin rapide de l'aventure des généraux semble confirmer ce que la stabilité économique pouvait laisser prévoir.

Mais il n'en reste pas moins que la société capitaliste, en période de crise, révèle les forces latentes qui tendent à résoudre cette crise par la force. Les seules forces organisées étant l'armée et le parti communiste, ce sont ces forces qui tendent à constituer les pôles opposés de regroupement, lesquels proposent les mêmes solutions de force. L'Etat, dans ces circonstances, est résumé en un seul homme, dont la politique est un jeu de bascule habile entre ces forces.

Avec la fin de la guerre d'ALGERIE, la crise du pouvoir en FRANCE sera t-elle résolue? L'épuration, si sévère soit-elle, n'a jamais supprimé que des têtes mais pas les phénomènes économiques et sociaux qui font déboucher chaque problème important dans une contestation du pouvoir. On peut penser que la guerre d'ALGERIE terminée, la tendance dynamique du capitalisme va pouvoir accomplir les réformes de structure que nécessite son essor. Mais cela demande la domination sur les classes (paysans, commerçants, travailleurs) qui peuvent s'y opposer. D'où une conception plus autoritaire de l'Etat: les dirigeants doivent avoir le pouvoir d'un dirigeant d'entreprise. Cela ne signifie pas forcément un niveau de vie plus bas pour les travailleurs, mais une tentation d'intégration, de domination, qui ne peut se faire que par le canal des syndicats ou des partis politiques.

On peut se demander si, dans les structures actuelles, l'impossibilité pour les oppositions, de défendre leurs positions selon les modes traditionnels de la démocratie bourgeoise, n'amène pas à contester directement le pouvoir et à provoquer sa chute par la force. Ou bien si de nouvelles structures sociales ne tendent pas à se définir en une fusion des différentes bureaucraties dans une société capitaliste planifiée, éliminant les couches moyennes; nous aurions à rechercher alors comment s'exprimeront les oppositions à cette société.

LES TRAVAILLEURS: Ce n'est pas tant la "levée en masse" des travailleurs que des facteurs encore mal connus (résistance passive, puis active du contingent attitude d'une fraction de l'armée, intervention américaine, énergie de DE GAULLE) qui ont joué un rôle déterminant,

D'après ce que nous avons pu voir dans les entreprises, beaucoup de travailleurs étaient prêts à se battre, mais beaucoup d'autres aussi étaient attentistes et faisaient confiance au gouvernement pour "régler l'affaire". Cependant, les manifestations de masse comme chez Renault, les mots d'ordre nouveaux (des armes), les discussions, l'intervention directe à l'échelle du pouvoir, peuvent avoir des incidences sur les luttes revendicatives, sur leur ampleur et leur combattivité.

LE PARTI COMMUNISTE ET LA C.G.T: qu'on le veuille ou non, ils ont canalisé tout le mouvement de protestation des travailleurs.

En n'avançant que des mots d'ordre sans portée révolutionnaire, ils ont contribué à aligner tout derrière DE GAULLE, et cela cadre bien dans leur ligne politique. Mais en même temps, le Parti et la C.G.T. semblent vouloir profiter au maximum de la dynamique prise par les luttes revendicatives, à travers les grèves du lundi 24 avril, non pas pour revendiquer le pouvoir, mais pour imposer au gouvernement une participation aux décisions politiques et sociales.

Une donnée mal connue : LES JEUNES DU CONTINGENT. A voir les déclarations qui se multiplient sur le maintien de la discipline dans l'armée, on peut penser qu'il y a eu - non pas des mutineries- mais une contestation générale de l'autorité des cadres de l'armée.

Que représente cette prise de conscience, quelle dimension, quelle forme a-t-elle revêtue? Quelles conséquences peuvent-elles avoir? Autant de questions importantes, car il s'agit de jeunes, que nous retrouverons demain dans les entreprises, nantis d'une expérience de lutte contre l'autorité, les cadres et d'intervention pour régler par soi-même, de manière autonome, ses propres problèmes.

mmmmmmmmmmmmm

l'heure de la vérité

(I) Le discours de DE GAULLE a exprimé le point de vue du grand capital sur l'ALGERIE, avec le cynisme et le réalisme d'un chef d'entreprise. L'ALGERIE, ça coûte cher et ça ne rapporte que des complications intérieures et internationales. Si le F.L.N. est d'accord pour que le capitalisme essaie d'en tirer quelque chose, alors on reconnait l'autorité du F.L.N. et on avance les centaines de millions qui lui sont nécessaires pour adapter l'ALGERIE au monde moderne. Sinon, qu'ils se débrouillent tout seuls. Ici en FRANCE, le capitalisme a largement de quoi l'occuper avec la modernisation de ses structures.

(I) il s'agit du discours prononcé avant les évènements d'ALGER.

Que signifie l'indépendance de l'ALGERIE?

Pour ceux qui ont lutté, cette indépendance a signifié des choses fort diverses: le pouvoir et les places pour tout l'appareil politique et militaire, et pour d'autres, restés dans l'ombre; une société sans domination de classes, pour les salariés chez qui l'exploitation coloniale s'identifiait avec l'exploitation patronale; le partage des terres, ou l'attribution de terres riches pour les paysans pauvres; la gestion des grands domaines pour les ouvriers agricoles; une société où ils ne connaîtraient ni la misère, ni l'oppression raciale ou politique, pour tous les algériens.

Dans l'équivoque de l'union sacrée pour la libération de l'ALGERIE, le contenu réel de cette indépendance et la réalité des problèmes qui existeraient lors de la prise du pouvoir par le G.P.R.A. ont été escamotés. Même en FRANCE, jusqu'à ces derniers temps, ceux qui affirmaient leur soutien aux Algériens en lutte pour leur "indépendance" laissaient de côté les problèmes essentiels dans la société algérienne de demain: les problèmes économiques. Ces problèmes sont les mêmes que ceux qui auraient dû être résolus par la puissance coloniale, la FRANCE: que le pouvoir change, que d'autres hommes gouvernent, quelle que soit la forme de la société algérienne, ces problèmes resteront avec toute leur acuité.

L'ALGERIE EST UN PAYS PAUVRE:

Pauvre au point de vue agricole: même si toutes les terres étaient cultivées, la production servirait à peine à nourrir les 10 millions d'algériens et une amélioration importante des surfaces cultivées et des rendements ne peut être obtenue que par des travaux importants (barrages, irrigation, plantations) et par un bouleversement des structures de la propriété musulmane traditionnelle.

Pauvre au point de vue industriel: même si tout le pétrole saharien et le gaz naturel allait à l'ALGERIE, il lui faudrait importer de nombreuses matières premières pour construire une industrie.

Et pour tout cela, agriculture, industrie, les hommes ne suffisent pas: il faut une aide extérieure en capitaux, en matériel. La situation laissée par le capitalisme français est tellement catastrophique qu'il faudrait immédiatement donner à manger à des millions de sous-alimentés, donner du travail à des millions de chômeurs. Et même pour cela, l'ALGERIE sacrifiant le pétrole, le vin, le blé pour avoir une monnaie d'échange, ne modifierait pas la situation présente, et en même temps réduirait ce qui lui est absolument nécessaire à son développement économique.

Dans le cadre d'une société d'exploitation: qu'elle soit de l'Est ou de l'Ouest, l'ALGERIE ne peut connaître l'indépendance et la liberté; elle ne peut connaître qu'un pouvoir totalitaire:

- qui imposera - par la violence si besoin est- une politique étroite aussi bien aux éléments avancés qui avaient rêvé d'une société libre de tous rapports de domination et d'exploitation, qu'aux éléments rétrogrades.

- qui sera étroitement à la remorque de la politique de l'Etat capitaliste apportant l'aide en capitaux et en matériel.

Et ce pouvoir sera d'autant plus totalitaire qu'il ne pourra maintenir qu'un niveau de vie très bas, et qu'il ne pourra remplir pratiquement aucun des espoirs de tous ceux qui auront lutté pendant six années pour que cesse l'exploitation coloniale.

Le problème même des pays sous-développés: Dans le cadre des rapports économiques actuels, aussi bien ceux du monde occidental que de la sphère soviétique il n'y a pas de solution au problème posé par le soulèvement algérien. Ce ne sont plus seulement les problèmes entre la France et l'Algérie qui sont en cause, mais d'une façon plus générale, les rapports entre les puissances bien pourvues et les "nations prolétaires".

Les états industriels sont incapables de résoudre les problèmes des pays sous-développés: la concurrence capitaliste ou les incohérences bureaucratiques font que les économies de ces pays ont une production dérisoire, eu égard à leurs possibilités, une fraction importante de cette production est accaparée pour sa consommation de gachis par une couche privilégiée (capitaliste ou bureaucratie) et une autre fraction, encore plus importante est inutile ou détruite sous forme de productions militaires relayée maintenant, sous le couvert du progrès technique, par la course aux étoiles.

La contradiction la plus importante des pays capitalistes (de l'Est ou de l'Ouest) ne joue pas tant à l'intérieur de leurs propres sphères nationales entre travailleurs et exploiteurs, mais à l'échelle mondiale. L'U.R.SS., comme les U.S.A. sont absolument incapables de résoudre à la fois leurs propres contradictions nationales et le problème mondial: il n'est que de voir, malgré toutes la grandiloquence des propagandes officielles, le montant dérisoire de l'aide aux pays sous-développés accordé par deux pays qui ont pourtant intérêt primordial, dérisoire par rapport, par exemple, aux dépenses militaires.

Dans le cadre d'une société socialiste: il ne fait pas de doute que le potentiel industriel des états industrialisés et la disparition du gâchis et des productions inutiles permettraient de résoudre ce que la société capitaliste appelle "le problème des pays sous-développés". La solidarité ouvrière prendrait alors toute se signification.

Dans la société algérienne de demain vont se préciser les conflits de classe que la "lutte pour l'indépendance" avaient dissimulés. Leur lutte sera dans le même sens que notre propre lutte en FRANCE: d'une certaine manière, l'évolution des pays sous-développés constitue une unification des conditions et des formes d'exploitation à travers le monde; elle devrait entraîner une plus grande communauté et une plus grande solidarité entre les travailleurs de tous les pays .

liaisons

Réunion INTER-ENTREPRISE: 22 AVRIL - à PARIS - I6 camarades présents

I- Informations d'entreprise: manifestations de fonctionnaires, débrayage dans les P.T.T.

II- Critique: des positions trop tranchées sur les syndicats. Un camarade oppose la situation chez Citroën où les abstentions aux élections sont l'effet d'une répression patronale et non une position consciente Le rôle du syndicat varie beaucoup selon les secteurs et les entreprises, et il faut en tenir compte dans nos appréciations.

III- En raison des évènements, l'essentiel de la discussion porte sur ce qui aurait pu suivre le coup de force d'ALGER. Les camarades présents avaient décidé de rester en liaison étroite, et de se réunir à nouveau si les circonstances l'exigeaient.

mmmmmmmmm

Lettre d'un camarade de LA MARTINIQUE: (5/4/6I)

"...La radio a dû vous dire qu'ici, on tue. Les gendarmes ont tiré sur des grévistes du Lamentin, comme sur des lapins. Ils avaient cerné la maison où le Béké (un des plus riches de l'Ile) s'était réfugié après les avoir provoqués. Or l'atmosphère était déjà électrisée. Les gars réclamaient la libération de deux de leurs frères récemment arrêtés pour avoir, paraît-il cassé la figure à des jaunes. Cette deuxième tuerie est plus grave que la première en ce sens que cette fois-ci ils ont attaqué l'élément dur du pays, le seul élément à peu près conscient de la Martinique : les ouvriers agricoles. Aussi la grève était-elle, hier encore, quasi totale . Le préfet parle presque chaque jour à la radio: " ouvriers, mes amis..." Je t'en fous - bras croisés - les patrons ne veulent pas lâcher un sou d'augmentation Le préfet a pris la responsabilité d'augmenter les salaires des coupeurs de cannes de 4%. Dérisoire ! Aussi, la grève se poursuit. Les gars du Lamentin ont juré de se venger à leur manière. (4 morts et 25 blessés, dont quelques uns très grièvement, cela se paie) On attend du nouveau ici au point de vue politique. Césaire a, paraît-il écrit dans le Monde un article où il affirme une nouvelle fois que le changement de statut s'impose à la Martinique. Aussitôt ses amis du P.P.M. (parti de Césaire) l'ont désavoué ici assurant le préfet de leur fidélité inconditionnelle pour parfaire l'assimilation: comme vous voyez, les points de vue sont très éloignés. Or Césaire arrive ici le 8 et un grand meeting est prévu sous l'égide de Césaire, des P.S.U. et des communistes. bref de tous ceux qui sont partisans d'un changement de statut. Il y aura sans doute du nouveau bientôt. Du reste Césaire arrive avec le député de Guyanne: Castayée. Vous savez qu'en ce moment la Guyanne est tout à fait en pointe pour les revendications d'un statut particulier: Castayée vient d'écrire à DE GAULLE qu'il fallait ou bien les mitrailler tous, ou leur accorder ce statut particulier sans lequel les Guyannais sont foutus. "

les travailleurs en france

Tous les textes qui suivent ont été écrits avant les évènements d'ALGER. Ces quatre journées et la grève "nationale et patriotique" (sic) du lundi 24 Avril, n'auront été qu'un intermède dans les mouvements revendicatifs. Les travailleurs, au cours de cette grève, ont pu prendre conscience d'une part, de leur force, d'autre part, qu'ils pouvaient lutter pour des objectifs politiques. Les syndicats trouvent plus de force pour tenter d'imposer au gouvernement de leur faire une place dans les instances du pouvoir.

Dans le bulletin de Mai, nous réserverons une large place à l'ensemble des mouvements de ces derniers jours. Nous demandons aux camarades, notamment de province de nous faire part de ce qu'ils ont pu observer chez les travailleurs.

Mouvements revendicatifs et politiques des syndicats:

La fin de la guerre d'ALGERIE libère les forces sociales que les syndicats retenaient depuis plusieurs années. Aucun des prétextes qu'ils ont avancé dans le passé pour retenir des mouvements qui se dessinaient ne sont plus valables maintenant. Si les centrales syndicales se croient obligées d'organiser maintenant des journées d'action d'une ampleur de plus en plus grande, c'est que les travailleurs de différents secteurs commencent à revendiquer, et qu'une pression se développe, pression qu'ils tendent de prévenir et de contrôler. Dans certains secteurs isolés des conflits ont éclaté qui témoignent d'une tension croissante.

Mais il ne faut pas non plus se faire d'illusions: les revendications présentes touchent à peu près uniquement les salaires; les entreprises et le gouvernement sont disposés à céder sur les salaires, sur les quarante heures, sur certains "droits" syndicaux, si une poussée ouvrière les y contraignait. Bien sûr on ne peut jamais prévoir jusqu'où peut aller un mouvement revendicatif dès qu'il atteint une certaine ampleur, mais dans le contexte du capitalisme français d'aujourd'hui, ce dernier, épaulé par les syndicats semble pouvoir facilement résister à un mouvement de grève, quelle que soit son ampleur.

A tout hasard, on voit les organisations mettre en place toute une série de mesures destinées à contrôler, prévenir, à utiliser les luttes ouvrières; ces mesures se situent sur plusieurs plans:

- sur le plan tactique, les contacts se multiplient entre responsables syndicaux et intersyndicaux, soit des différentes usines d'une même entreprise, soit sur un plan régional, soit sur le plan national(conférence de l'automobile, sidérurgie, cheminots,etc...) Comme les syndicats se refusaient à faire cette coordination en d'autres circonstances pour briser les mouvements, on peut en déduire à la fois que les syndicats doivent prendre ces mesures sous la poussée de la base,qu'ils

pensent qu'un mouvement plus ample a toutes les chances de se produire et qu'il est nécessaire de donner aux militants sûrs, toutes les instructions tactiques et politiques nécessaires.

- sur le plan revendicatif, on peut observer la mise en place des différents plans qui permettront de rattraper les travailleurs qui auraient dépassé l'un ou l'autre des contre-feux ainsi dressés. Tout d'abord les salaires ensuite des revendications touchant le statut des travailleurs: 40 heures 4 semaines de congés payés; enfin des revendications touchant le pouvoir des syndicats dans l'entreprise (renforcement des sections syndicales d'entreprise,) et dans l'état (participation à différentes instances de décision économique).

- sur le plan propre de l'organisation, tout faire pour que ces luttes donnent une force nouvelle aux organisations syndicales, tout faire pour que les luttes infusent le sang frais des militants jeunes, enthousiastes et inexpérimentés dans l'appareil sclérosé des bureaucraties. Mais il est vraisemblable que cette relève des jeunes est attendue par tous les réformistes du syndicat qui espèrent à la faveur de luttes importantes à prendre une place plus large dans l'appareil. Cette modification des structures syndicales pourrait se faire sur un plan horizontal (réunification: déjà la C.G.T. ressort d'une manière plus poussée l'unité) mais aussi sur un plan plus profond, par une prise des postes responsables à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats par les technocrates (par exemple le MSUD publie une déclaration sur la nécessité de lier les revendications des cadres à celles des autres travailleurs et de créer un climat de compréhension entre tous).

Actuellement, il y a deux sortes de mouvements:-les uns auxquels on accorde la plus large publicité sont les mouvements syndicaux, très larges, mais limités dans le temps et à une seule activité. Malgré cette tactique voulue qui tend à décourager la combattivité là où elle existe, ou ne contribue pas du tout à l'éveiller là où elle serait latente, ces mouvements connaissent une grande ampleur. Mais les syndicats peuvent user en toute sécurité pour des journées d'action ou des semaines revendicatives; si ces mouvements devaient les déborder tant soit peu, ils n'organiseraient pas les manifestations de rue que l'on voit maintenant.

- les autres mouvements sont plus isolés, à l'échelle d'une entreprise, souvent la grève générale; là les syndicats jouent leur rôle traditionnel d'isolement; si certains se terminent par un succès (remorqueurs du Havre) la plupart se soldent par un échec (Radiotechnique de Dreux Hauts fourneaux d'Auboué). A la Thomson, la combattivité est épuisée dans des mouvements tournants toujours pareils à eux-mêmes (nous reviendrons sur l'aspect particulier des luttes dans cette entreprise).

Jusqu'à maintenant, il n'y a pas de dépassement des travailleurs. On retrouve la situation qui dure depuis quelques années: autonomie des luttes sur le plan de l'atelier, quelquefois de l'entreprise; mais aucun mouvement qui tente de déboucher hors des sentiers tous tracés par les syndicats.

mmmmmmmmmmmm

Grèves chez JEUMONT:

Après l'annonce faite par le patronat d'une augmentation de salaire de 2% à partir du mois de Mars, et de 2% à partir d'octobre, les débrayages commencèrent au début de Mars.

L'Assemblée convoquée par tous les délégués (c'est-à-dire avec l'appui de tous les syndicats CGT-CFTC-Autonomes et CGC) est très réussie par le nombre de travailleurs. Même une bonne partie des cadres inférieurs (contremaîtres, chefs de section,etc...)

Le cahier des revendications: 5%, incorporation du boni dans le salaire de base pour les horaires, 4000 frs pour les mensuels, vacances en plus,etc... est vite mis en deuxième plan, et l'unanimité se fait derrière une proposition immédiate : réclamer les 4%, c'est-à-dire les 2% proposés par la direction pour Octobre:

C'était donc bien autour de 2% que se déroulèrent les débrayages successifs depuisle début de Mars. A la suite de ce mouvement général, le patron accordait une augmentation " au choix" à certaines catégories pour affaiblir le mouvement. Cette tactique patronale a réussi en bonne partie. Dans les prochaines assemblées, des gens satisfaits ne sont plus revenus. En tout cas, la CGC a disparu de la tribune des délégués.

Au cours des assemblées, un camarade avait proposé une action beaucoup plus énergique. D'autres, une liaison plus étroite avec les autres boîtes "JEUMONT" Un autre, que l'augmentation réclamée soit plus forte et uniforme pour tous (une somme déterminée pour les mensuels et tant de francs de l'heure pour les horaires). Mais en général, et bien que dans les conversations les travailleurs se soient montrés très sceptiques quant à la méthode employée aux Assemblées, ils n'osent pas intervenir pour manifester leurs idées ou opinions .

3I MARS: débrayage d'une heure à JEUMONT Nord (Arnaches) et à LA PLAINE ST DENIS.

II AVRIL: Les Autonomes et la CFTC considèrent qu'il faut abandonner pour le moment.La CGT convoque seule l'Assemblée, puis quelques jours après distribue un tract contre la CFTC et les Autonomes . Un nouveau débrayage d'une demi-heure a lieu le 2I AVRIL à l'appel des cégétistes. On nous parle de la victoire des copains de la mécanique de JEUMONT NORD, qui malgré son isolement et les menaces de la Direction ont obtenu une augmentation après une lutte tenace. Une centaine de travailleurs sur 800 assistent à cette réunion.

mmmmmmmmm

LA HIERARCHIE au Département I4 (Extraits de Tribune Ouvrière RENAULT- Mars I96I- N° 74)

" Quand on voit ce qui se passe au Département I4,on est obligé de reculer de trente années pour comparer avec aujourd'hui. Dans ce département les chefs d'atelier et les contremaîtres usent de leur pouvoir comme le faisait la maîtrise bien avant I936. C'est eux qui, journellement, décident de la paye de chacun de leurs ouvriers et qui distribuent avantages, brimades et vexations. Les ouvriers sont entièrement à la merci de leur humeur et de leur volonté. (...) On les [illegible] pour aller dans

d'autres entreprises. Ils sont toujours payés par la Régie, mais souvent le salaire qu'ils touchent est inférieur à celui que reçoivent les travailleurs de l'entreprise extérieure. D'autres sont embarqués dans des camions le matin à 6h30, à Billancourt. D'autres sont expédiés dans d'autres départements, comme au 74, et sont étonnés de constater qu'ils sont moins payés que ceux de ce département qui font exactement le même travail qu'eux. Une règle existe en matière de paye: si vous allez dans un endroit où les gars sont moins payés que vous, votre paye diminue, si vous allez là où ils sont plus payés, votre salaire n'est pas augmenté pour autant. Il arrive que des ouvriers qui sont employés à plusieurs travaux différents dans la semaine voient leur salaire horaire osciller tous les jours et parfois même plusieurs fois par jour. De ce fait, la maîtrise ne lésine ni sur le chantage, ni sur les vexations "Toi par ici ", "Toi par là", " Toi qui est propre, va faire les chiottes des grands bureaux". " Toi sur cette machine, mais c'est une faveur, alors tiens-toi peinard" etc...

En I945il y a eu une tentative de réglementer les catégories pour essayer de rationaliser les payes et pour que les syndicats puissent les contrôler. Ce fut la création de 7 catégories allant du manoeuvre au P.3. Puis il y a eu les "maxi" et les"mini" dans chaque catégorie. Puis il y a eu les études de postes ou chaque machine a eu son prix. Enfin, aujourd'hui, tous ces artifices ont été écartés et le seul qui juge combien doit gagner un O.S. c'est le chef d'atelier ou le contremaître. L'ouvrier n'a aucune garantie juridique, aucun moyen légal de secours, il est livré au pouvoir absolu de ses chefs.

Pour nous, nous l'avons toujours soutenu, il n'y a pas de division juste des salaires. La hiérarchie des salaires est injuste. Elle permet la division des travailleurs, c'est pourquoi les patrons sont toujours prêts à élargir l'éventail hiérarchique en multipliant les catégories. En face de cela, nous devons toujours opposer des revendications de salaires uniformes et essayer, chaque fois que nous le pouvons, de niveler nos salaires.

Il y a des travailleurs qui ont plus de responsabilités dans le travail mais d'autres par contre, font des travaux pénibles. Les uns ont étudié pour apprendre un métier et font un travail plus agréable, tandis que ceux qui n'ont pas étudié font les travaux les plus durs, les plus sales, ou les plus abrutissants. Le principe de l'égalité des salaires a toujours été une vieille revendication du mouvement ouvrier et nous devons la maintenir car dès que nous acceptons le principe d'une "division juste" des salaires, on tombe dans l'engrenage des patrons qui auront vite démontré que du fait que pas un ouvrier ne fait exactement le même travail il serait juste que pas un ne reçoive le même salaire.

La division des salaires, telle qu'elle existe aujourd'hui au département I4, n'est que le résultat de notre faiblesse, mais aussi de notre erreur d'avoir accepté pendant des années une "juste hiérarchie" et d'avoir même revendiqué des augmentations qui accroissaient les différences de paye entre nous.

mmmmmmmmmmmm

Grèves tournantes dans LES P.T.T.- AVRIL 1961

Les postiers durant le mois d'Avril 1961 font de nombreuses grèves tournantes en principe sous l'égide de la CGT. Elles sont revenues à la mode, alors que depuis un petit moment, on en parlait peu. Depuis la grève générale des fonctionnaires de 24 heures, le 14 MARS, tout est rentré gentiment dans l'ordre sur les lieux de travail. Les congrès des différentes centrales syndicales se sont réunis les fédérations des P.T.T., CFTC et CGT ont décidé d'envisager une action dans la deuxième moitié d'avril.

LA CGT lance des grèves tournantes depuis le début d'avril, nous apprenons par les journaux que les chèques postaux se sont arrêtés parce que le personnel était mécontent de ses conditions de travail, que les Centraux Téléphoniques débrayent parce que les effectifs sont nettement insuffisants. Ce qui est curieux, c'est qu'il n'est absolument pas question de ces arrêts de travail dans les autres bureaux des P.T.T.; personne n'en parle, les sections syndicales tiennent peut-être des réunions à ce sujet, mais le personnel dans son ensemble ne soulève pas la question. Les militants cégétistes parlent des avantages formidables que ces sortes de grèves apportent: comme pour la RATP l'année dernière, ils disent que ce sont les seules formes de grèves payantes, il y a peu de risque, il y a peu de retenue sur les salaires, il n'y a pas beaucoup de conséquences fâcheuses et le service est complètement désorganisé.

Le 12 AVRIL ce sont les postiers des bureaux ambulants qui s'arrêtent deux heures, cela ne les empêchera pas de partir puisqu'ils prennent leur service deux ou trois heures avant le départ du train. Pour eux ce sont les frais de voyage qui sont mis en avant, c'est la question primordiale. LE 13 AVRIL, c'est le bureau-gare qui s'arrête de 17 à 20 heures. La revendication importante pour eux, c'est l'opposition du personnel à l'interpénétration, c'est-à-dire que les "chefs" envoient les agents d'un service à un autre selon les nécessités du service, le personnel a toujours rouspété à ce sujet. Dans cette grève, il semble qu'il y ait eu un "coup fourré". Les trois sections syndicales devaient envoyer une délégation au patron à 17 heures, des militants cégétistes passent dans les salles dix minutes avant pour faire débrayer d'où, paraît-il refus du directeur de recevoir la délégation. Le personnel de cette brigade a débrayé à environ 50% (les élections professionnelles dans le bureau donnent environ 60% des suffrages à la CGT).

La brigade de nuit prend à 20 heures, le 13, c'est curieux, personne ne parle de cette grève de l'après-midi. Les délégués syndicaux sont absoluments muets et ne semblent pas au courant du mouvement. C'est curieux, les délégués syndicaux entre brigades devraient avoir des contacts et se mettre mutuellement au courant de la situation (enfin manque de coordination et cela n'a rien d'étonnant ou alors refus d'informer les gars, ce qui est également possible). A minuit, la "cellule" CGT se réunit et décide une grève de 4 à 6 heures sans formuler aucune revendication précise. Les délégués CFTC, CGT-FO n'ayant pas été avertis refusent de participer au mouvement d'ailleurs sans revendication. A cet argument, la CGT répond qu'il y a mille sujets de mécontentement pour débrayer et que pour la nuit le mouvement est naturellement orienté vers l'augmentation des heures de nuit et le service actif (c'est-à-dire la possibilité après 20 ans de travail au service de nuit de prendre

sa retraite à 55 ans.) C'est curieux cette volonté de chercher pour chaque brigade pour chaque cas particulier presque la revendication qui touche le plus égoïstement La CGT débraye donc à 4 heures entraînant avec elle environ 40% des effectifs.

Au service de jour, le 14 avril, même chose, la brigade de jour s'arrête de 17 à 20 heures (ce n'est pas la même que la veille), il y aenviron 75% de grévistes Les chargeurs arrêtent le travail do 20 à 24 heures, ce qui entraîne une file de voitures postales imposantes à l'entrée du bureau qui ne peut être déchargée. Au service de nuit, ce sont les mêmes agents qui discutent de la grève de la veille La CFTC propose un mouvement de grève de 21 à 24 heures, elle a l'accord réticent de la CGT-FO mais, les cégétistes s'y opposent farouchement, ce n'était pas prévu dans leur plan-type et ceux qui avaient envie de faire grève n'avaient qu'à la faire dans l'unité la veille, le mouvement d'ensemble aurait été plus beau . Néanmoins les trois délégués syndicaux se réunissent à 20h30 et décident la grève de 21 à 24 heures. Les cégétistes ont fait un travail important pour éviter ce mouvement qui n'était pas absolument à eux, mais, en définitive, ils ont dû l'accepter. Les agents sont partis à environ 75% dans l'ensemble du bureau, ceux qui sont restés au travail sont les militants cégétistes et les quelques non grévistes habituels. Pour des considérations d'opportunité , aussi bien sur le plan du travail que sur le plan de politique syndicale, l'un des services s'est arrêté de 2h1/2, à 6heures dans les mêmes proportions que les autres services.

La CGT fait tout pour froiner les mouvements de grève, elle évite le plus possible de généraliser les revendications, en présentant à chacun les revendications lesplus particulières. Le Parti Communiste, avec DE GAULLE au pouvoir refuse un mouvement important et nous devons constater que ses militants sont encore assez forts pour limiter les dégâts. Ils réussissent encore avec ces grèves tournantes à apparaître comme des défenseurs des salariés. Il ne fait aucun doute qu'ils ne se laisseront pas déborder sur leur gauche, demain, s'il le faut, ils seront de nouveau capables de faire figure de plus révolutionnaires que les autres, ils seront capables de le démontrer en cassant les carreaux, en brisant le matériel, etc... Nous connaissons leurs possibilités et leurs exploits. Les militants communistes restent encore disciplinés et seul un rapport de forces favorable pourra montrer que les ouvriers ne suivent plus, il faudra aller jusque là. Pour que la classe ouvrière prenne son visage à elle, il faudra qu'elle se débarrasse elle-même de ces mercenaires, cela ne pourra vraisemblablement ne se réaliser que par la force. On ne peut pas persuader des militants qui jouent dans ces organisations leur avenir leur religion et pour certains leur gagne-pain.

Il y a actuellement un facteur psychologique nettement favorable à un mouvement de grève, même prolongé (les postiers iraient certainement jusqu'à un sacrifice de huit jours). Il y a des revendications très simples qui pourraient certainement unifier le mécontentement réel, qui pourraient servir de cristallisation à un mouvement réel.(ne serait-ce par exemple qu'une augmentation uniforme pour tous de 10.000 frs par mois). Les grèves tournantes ne semblent faites présentement que pour disperser les efforts, pour décourager les participants et pour encourager nos maîtres à prendre des sanctions.

.....Actuellement la CGT est la meilleure organisation syndicale pour soutenir le gouvernement DE GAULLE, le parti communiste est son meilleur appoint, les briseurs de grève n'ont jamais si bien manoeuvré.

D'un camarade de Bordeaux:

" Je t'accuse réception des quelques bulletins que j'ai reçus. Si pour ma part, je travaille avec le Comité de liaison des syndicalistes révolutionnaires, je n'en suis pas moins persuadé que toutes les tentatives de regroupement et de liaisons entre l'avant-garde révolutionnaire sont, non seulement intéressantes, mais nécessaires. Ce n'est qu'au travers de la confrontation de nos expériences réciproques que nous arriverons à défricher un peu mieux le terrain.

Dans l'usine où je travaille (chez Dassault) nous sommes en train de mettre au point une expérience dont le caractère peut paraître hasardeux: la sortie régulière d'un bulletin où les ouvriers de la boîte pourront s'exprimer librement, sans passer par une quelconque direction, sans que soit définie une orientation préalable Le bulletin n'appartiendra à aucune tendance. Son départ est assuré par une vingtaine de gars, qui s'occupent du financement, de l'impression, et de la diffusion. Quant à tous ceux qui le désireront, les opinions émises pourront être individuelles ou collectives, et elles seront discutées, controversées. Une équipe de cinq gars a été désignée qui est chargée de récupérer les articles. Nous nous réunissons en fin de semaine, pour mettre en forme le premier numéro qui sortira fin mars.

Je ne sais pas du tout ce que cela donnera, mais je pense que nous aurons des surprises agréables et aussi pas mal d'ennuis, avec les syndicats auxquels quelques uns d'entre nous appartiennent.

mmmmmmmmmm

Réponse des camarades du Regroupement Inter-Entreprise:

Cher Camarade,

Ta lettre correspond à ce que la plupart d'entre nous pourraient écrire s'il recevait un bulletin du même genre que le nôtre. Nous n'avons pas la prétention de penser que nous possédons une "solution " pour les travailleurs. Nous pensons aussi que nous ne pourrons progresser qu'à travers la confrontation de nos expériences réciproques. Parmi nous, il y a des camarades de différents groupes ou des camarades isolés mais chacun essaie d'abord de confronter son expérience d'entreprise avec celle des autres, avant de confronter des idées dans l'abstraction. Ce qui n'exclut nullement les discussions d'idées, mais nous cherchons d'abord à comprendre et non à convaincre. Ce qui fait que, si nous avons tous une position commune sur les syndicats, certains d'entre nous se trouvent de par leur situation, encore syndiqués. Ce qui nous différencie du Comité de liaison des syndicalistes révolutionnaires, c'est que ces camarades croient à la possibilité d'une réforme des syndicats tels qu'ils existent actuellement, alors que nous pensons que cette perspective est illusoire. De par sa situation au sein de la société actuelle, les syndicats sont amenés à jouer objectivement un rôle, une fonction, qui s'exprime par une intégration aussi bien à l'échelon de l'état qu'à celui de l'entreprise. A cela nous ne pouvons rien

qu'expliquer ce rôle et montrer ce que sont les organisations nées de la classe ouvrière.

Ce que nous pouvons faire, par contre c'est essayer d'exprimer, de découvrir en quelque sorte, à quel niveau se situe la résistance des travailleurs à toutes les formes de domination, y compris celle des syndicats. - et comment elle s'exprime. Quelles formes cette lutte prendra, nous n'en savons rien; comme tu le disais bien nous défrichons un terrain.

Ce que tu envisages de faire chez Dassault avec d'autres camarades, rejoint exactement des expériences semblables. De tels bulletins d'entreprise n'exprimant pas la position d'un camarade ou d'un groupe, sont ouverts à tous, il en existe quelques uns dans la région parisienne; on les compte malheureusement sur les doigts de la main. Deux tiennent depuis plusieurs années : Tribune Ouvrière Renault et Bulletin Assurances Générales. Deux ont vécu : un bulletin Mors s'est terminé par un licenciement pour "suppression d'emploi", un autre à la Sécurité Sociale n'a eu que quelques numéros. Un dernier, chez Lavalette est très récent. Tu dois connaître aussi les Voix Ouvrières qui se différencient des bulletins ci-dessus par une orientation très nette : la construction d'une organisation.

L'idéal dans la société présente, serait que les camarades d'entreprise constituent des noyaux d'entreprise entièrement autonomes sur les bases que tu définis et que ces noyaux aient des liaisons entre eux sur une base locale ou régionale. De cette liaison et de cette confrontation pourraient peu à peu se définir les formes de lutte des travailleurs. Mais nous n'en sommes pas là et pour le moment entreprendre ce que tu entreprends est une tâche difficile.

Pour t'aider nous pensons te faire parvenir régulièrement notre bulletin non seulement cela, mais aussi tous les documents que nous pourrons trouver sur Dassault, sur l'industrie aéronautique et sur la région de Bordeaux .C'est toi et tes camarades qui serez seuls juges de leur utilisation.

Nous pensons que vous ne verrez pas d'inconvénients à ce que nous reproduisions les articles les plus intéressants de votre bulletin, et que si des mouvements se produisent dans la région de Bordeaux, nous vous demandions des informations.

Fraternellement

mmmmmmmmmmmm

Réponse à la lettre de camarades de Thionville(parue dans le N° 28)

(ces camarades tout en insistant sur la situation locale critiquaient notre position "anti-syndicats" et soulignaient que pour eux "la seule action valable et efficace présentement, était de travailler dans les syndicats).

" Nous te remercions de ta lettre du 5 Mars et des informations que vous vous proposez de nous adresser sur les conditions de travail en Moselle. J'en viens tout de suite à la divergence que tu soulignes entre ce que tu appelles notre position anti-syndicats et votre conception d'une lutte à l'intérieur du syndicat.

Tout d'abord quelques remarques sur ces divergences :

I°) Les différences locales jouent énormément dans l'appréciation que l'on peut faire du rôle du syndicat. Si chacun est d'accord sur ce rôle à l'échelon de l'Etat, il n'en est pas de même à l'échelon de l'entreprise. De fait, la situation est très différente entre une grosse boite où les syndicats participent à la gestion en collaboration avec la Direction, et la petite entreprise où un patron de combat vieux-modèle fait la chasse au militant. Elle est différente entre les grosses boites où l'on opposer le "type-Renault" et le "type Simca " par exemple, l'un utilisant les syndicats existants, l'autre créant des syndicats "maison" et les soutenant par des méthodes dignes d'un patron de combat. Elle est différente entre Paris et la Province où les conditions de vie et un contrôle plus étroit sur les activités de chacun ramène la lutte sur des plans où elle ne se situe pas ailleurs. De même un militant ou un groupe de camarades peuvent arriver à créer dans telle ou telle entreprise, pendant quelque temps une situation particulière qui, aux yeux des travailleurs de l'entreprise, revalorise le syndicat.

2°) A notre avis, derrière cette diversité, il y a une tendance commune dans l'évolution des syndicats, à quelque échelon que ce soit. Même dans les entreprises où cela n'apparaît pas, elle peut surgir brutalement à l'occasion d'une lutte; la plupart du temps sous la forme d'un conflit entre les militants de base et la direction syndicale; celle-ci traite avec le patronat directement, par dessus la tête des militants qui ont suivi et développé la lutte par dessus la tête des travailleurs; les militants de l'entreprise n'ont plus qu'un choix : se soumettre ou bien être exclus (ou se démettre) quand ils ne sont pas virés par le patron avec l'accord du syndicat. Nous pourrions te citer beaucoup d'exemples de luttes des dix dernières années qui se sont terminées ainsi.

3°) Dans une société, rien ne se fait du jour au lendemain et en même temps. La diversité que nous relevons ci-dessus exprime l'évolution elle-même. Nous comprenons d'autant mieux votre attitude que la plupart d'entre nous, à une date assez proche, nous étions dans les syndicats; nous croyions donc à la possibilité d'y faire quelque chose. J'ai été moi-même secrétaire de la section C.G.T. de ma boite, jusqu'en I953. C'est l'expérience qui nous a instruits Certains d'entre nous sont dans le syndicat soit par force (dans la presse par exemple) soit parce que cela représente une certaine nécessité (instituteurs ou professeurs par exemple), certains sont aussi comme vous à la C.N.T. Ce qui nous paraît essentiel, c'est de n'avoir aucune exclusive, et de ne pas faire de notre expérience particulière une généralité et dire: "il faut faire telle ou telle chose".

Ceci dit, notre position commune à l'égard des syndicats en général peut se résumer en quelques lignes: ce sont des institutions qui jouent un certain rôle dans la société capitaliste d'aujourd'hui, qui tirent leur pouvoir de cette société elle même et non plus des travailleurs. Comme toute institution les syndicats ont une fonction et ils s'insèrent dans une certaine réalité des rapports de production. D'où leur ambiguité. Notre attitude à leur égard est d'une part l'attitude critique que nous pouvons avoir, d'autre part l'indifférence que l'on peut avoir à l'égard des autres institutions de l'Etat, dont on est forcé de se servir mais auxquelles il ne nous vient pas à l'esprit de collaborer.

D'une certaine façon on ne se sent maintenant pas plus de vocation à être délégué d'un syndicat qu'à être conseiller municipal.

Tu comprendras donc que nous pensions qu'un camarade peut, en fonction d'une situation particulière être dans le syndicat. Mais nous nous refusons à en faire un principe. C'est ce qui nous différencie des syndicalistes révolutionnaires.

Le regroupement que nous essayons d'animer devrait pouvoir se faire non sur la définition d'une forme d'action, d'une forme de lutte se référant au passé mais sur la mise en commun de nos expériences. Nous pensons que nous progresserons, non par la propagande d'une telle ou telle idée, méthode de lutte ou organisation (parti ou syndicat) mais par une confrontation ouverte sur le présent et l'avenir. Chacun a à apprendre de chacun et nous n'avons pas à considérer chaque travailleur comme un futur adhérent à notre cause.

Ce que tu constates de ton isolement quand tu essaies de définir une attitude sur ton lieu de travail en fonction des formes de luttes du passé, nous l'avons tous éprouvé. Nous essayons de trouver les faits positifs et de voir leur signification même s'ils restent isolés. Ce qui est certain c'est que malgré tous les faits négatifs que tu relèves, la lutte de classe continue. Le plus grave c'est le découragement qui guette souvent les camarades qui vivent dans l'espoir de transformer la société, une société qui évolue malgré eux et dont ils se dissimulent la réalité derrière les schémas plus ou moins traditionnels.

Ce sont ces réalités que nous essayons de comprendre et pour y parvenir il nous parait essentiel d'établir des liaisons et de diffuser le plus souvent et le plus largement possible entre nous les informations que nous ne trouvons pas ailleurs et dont chacun peut avoir connaissance. C'est à l'occasion de ces échanges que peuvent naître les discussions d'idées qui peuvent nous faire progresser les uns et les autres.

Nous pensons que la documentation sur la Lorraine peut vous aider dans votre travail; nous vous enverrons tous les extraits de journaux que nous pourrons trouver; si tu pouvais nous dire quelle est ton entreprise, nous y ajouterons tout ce qui concerne cette boîte - à l'occasion- et cette industrie. Pour le reste, c'est

vous seuls qui pouvez voir ce que vous pouvez faire (contacts locaux, bulletin inter-entreprise, bulletin d'entreprise);l'essentiel , même si nous allons chacun notre chemin, est que nous restions en contacts. "

mmmmmmmmmmm

Réponse à lalettre de camarades de Marseille (parue dans le numéro 28)

La critique que nous pouvons faire des intellectuels ne doit pas être très précise puisque tu en tires que nous faisons une distinction entre étudiants et ouvriers. Nous serions bien mal venus de la faire, car nous sommes en contacts étroits avec des étudiants, avec des membres de l'enseignement, avec ceux qu'on range habituellement dans les intellectuels.

Je ne vais pas m'étendre longuement sur ce point, mais des expériences passées ont montré- pour nous- que les camarades intellectuels finissaient - volontairement ou non - par agir comme"direction" , pour dominer les discussion et reléguer les expériences personnelles comme des "cas" destinés à vérifier les théories ou à les élaborer. On pourrait aussi beaucoup dire sur les ouvriers militants intellectualisés qui cessent d'être en réalité des travailleurs et ne voient plus leur propre expérience qu'à travers la déformation de leurs idées.

Il y a aussi une autre question qui pourrait alimenter une discussion:la lutte pour les travailleurs est inséparable du travail lui-même (qu'il s'agisse de lutte individuelle ou collective); elle est le comportement conscient ou non devant le travail, devant l'exploitation. Pour un intellectuel, c'est une attitude pensée, d'après la connaissance de faits sociaux, qui sont extérieurs à sa vie. De tout ceci, nous pouvons en discuter, mais c'est bien trop pour une simple lettre.

La question d'argent que tu soulèves n'est pas essentielle: pour l'instant la dimension et la nature du tirage limitent les frais que le groupe de copains de Paris arrive sans trop de difficultés à couvrir. D'ailleurs nous nous gardons bien du travers - rencontré fréquemment- qui consiste à faire illusion en engloutissant des sommes importantes dans du papier diffusé à profusion par des camarades qui se saignent aux quatre veines. Néanmoins, si nos liaisons se développent, il est certain qu'un problème financier se posera pour le passage à un texte imprimé.

Le plus important n'est pas seulement de faire connaître le bulletin, mais d'arriver à établir des liaisons locales: par exemple autour de votre groupe de jeunes, regrouper des camarades d'entreprise pour une discussion sur la base de leur expérience, avec comme objectif lointain, ou proche, la sortie d'un bulletin de liaison pouvant être diffusé localement. Pour ce travail, nous pourrions vous épauler en vous envoyant toute la documentation économique, sociale, ou politique que nous pourrions réunir sur la région de Marseille. D'autre part, un tel bulletin local serait précieux pour les camarades des autres régions qui souvent, grâce à la presse bourgeoise ou à celle des partis, ne connaissent pratiquement rien des luttes de province.

Les discussions que vous pouvez avoir entre vous au sujet d'articles du bulletin peuvent aussi être intéressantes pour nous: ainsi que tu peux le remarquer la formule du bulletin est un tâtonnement et c'est peu à peu, au milieu de critiques parfois opposées, qu'il prend forme. C'est inévitable, et c'est un signe de santé. Le pire pour nous serait que les camarades le regardent avec indifférence, et gardent pour eux ce qu'ils pensent. Mais tout ceci est une tâche assez délicate et pleine d'écueils.

mmmmmmmmmm

D'un camarade postier de Paris:

Je profite de cette lettre pour te parler un peu du Bulletin N°27.

Sur la Conférence de Londres, il faudrait plus de détails, on ne voit pas assez clair encore, il semble tout de même que ces participants et ces shop-stewards sont encore fortement syndicalisés. La grève gestionnaire n'est pas quelque chose de nouveau. Il y a une dizaine d'années, " Le Libertaire" avait fait une série d'articles et donné, à l'époque, l'exemple d'une "grève gestionnaire" des tramways de Marseille (si j'ai bonne mémoire). Parler de grève gestionnaire, c'est il me semble, voir le problème résolu. Si la gestion est possible dès maintenant, la révolution est donc faite il n'y a pas de problème. La révolution socialiste c'est la gestion des entreprises par les ouvriers eux-mêmes donc, la grève gestionnaire étant réalisée, la révolution socialiste est faite !

Vous donnez des livres à consulter sur le problème algérien, la plupart de ceux proposés rappellent des faits pour ceux qui ignorent ce qui se passe là-bas Tous ceux qui suivent les évènements, tous ceux qui sont partis en Algérie comme militaire depuis I955 savent ce que c'est que le colonialisme et ce que c'est que la guerre en Algérie, Je ne pense pas que ce soit là le but de la publication. Il serait plus intéressant à mon avis de proposer des livres d'études économiques sur le problème ou plutôt de faire nous-mêmes ces études pour montrer que l'économie algérienne comme toute autre économie d'ailleurs, est dépendante de l'économie mondiale, que dans ces conditions, l'indépendance nationale demandée par le F.L.N., n'est que la nouvelle forme d'une exploitation voulue par l'impérialisme. Les nouveaux pays qui ont acquis leur "indépendance" depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ne gêne en rien l'impérialisme, qu'il soit américain, ou russe, ou autre; l'impérialisme a simplement une autre méthode d'exploitation et je pense que nous devrions voir ce problème sérieusement. Comme je le disais dans ma dernière lettre, cela nécessite un effort soutenu et je ne me sens pas, personnellement à la hauteur pour le mener à bien.

L'article sur l'évolution des syndicats est bien; la France, d'une économie dite arriéréo (prédominance agricole) passe à une économie industrialisée. Les syndicats subissent cette influence, aujourd'hui, ils deviennent en France comme ceux qui existaient précédemment en Allemagne, en Belgique, en Angleterre ou aux Etats-Unis.

J'ai lu il y a assez longtemps le livre de Voline. Ce que j'ai retiré de ce livre n'apparaît pas dans le Bulletin. D'après Voline, le socialisme était possible

dès I9I7,il y avait tous les éléments nécessaires pour le mener à bien et la dictature bolchevique a été, grâce à son coup de force, un des éléments principaux pour l'empêcher d'éclore.C'est cela qui m'a intéressé dans le livre et il est évident que cela est nettement opposé, c'est même le contraire, à ce que disait Lénine en I9I7 à Zurich, lorsqu'il partait pour la Russie. Pour Lénine la Révolution Russe de I9I7 ne pouvait être qu'une révolution bourgeoise. Je pense que ces deux positions méritent toute notre attention:pour arriver au socialisme, est-il nécessaire de passer par la révolution bourgeoise? Les marxistes, ceux que l'on appelle marxistes pensent cette étape nécessaire, mais s ont-ils socialistes?

Je terminerai en regrettant que le N° 27 soit un reflet de l'actualité des journaux bourgeois. Je ne critique pas la place donnée au cinéma, au théâtre, au "birth control", ce qui me choque c'est que les choses dont il est question dans le Bulletin, ce sont les mêmes dont on parle dans n'importe quel journal depuis le début de l'année.

Je ne suis pas pour ou contre le "birth control" et tout ce que l'on voudra dans ce genre, mais c'est navrant de parler de cela juste au moment où dans "France-Soir" des articles interminables sont écrits sur ce sujet, pour masquer on ne sait quel autre fait. Là aussi la question revient régulièrement dans les journaux bourgeois, d'un seul coup, et puis, çà tombe de la même façon que c'est venu.S'il veut parler de ces questions, le bulletin devrait dénoncer ces façons de la presse bourgeoise qui réussit à noyer le poisson, c'est tout.

Il y a évidemment de nombreuses critiques; c'est je pense nécessaire pour arriver à améliorer le bulletin. Il est impossible de faire bien tout de suite, et l'essentiel pour l'instant c'est que ce bulletin continue de paraître.

mmmmmmmmmm

D'un camarade du Midi:

Dans France-Observateur, j'ai appris la mort de Ruth Fisher . Je la connaissais depuis I928 - j'ai connu Marlov plus tard, lors qu'ils sont venus s'installer à Paris. Alors que sur la question du parti nous évoluions vers les positions hollandaises, eux ne changeaient pas. Nous n'eûmes donc que des relations très occasionnelles. En I945-46, j'ai échangé quelques lettres avec Ruth, alors à New-York Mais par camaraderie, et pour de réciproques informations sur les copains et les groupes. Je ne pense pas qu'il y ait lieu de faire un article pour le bulletin. France-Observateur a dit l'essentiel : Ruth Fisher et Marlow régnaient du temps où Zinoviev était Président de l'I.C. comme Treint et Suzanne Girault en France. C'étaient des bolcheviks disons de gauche. Ils le restèrent sauf Treint en France Urbahns en Allemagne. Nous ne pourrions parler de ces ex-dirigeants que dans le cadre d'une histoire du mouvement communiste.

CE QUE NOUS SOMMES, CE QUE NOUS VOULONS:

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaire sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons nous à créer des liaisons effectives, directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos lieux de travail, de dénoncer les manoeuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre possible de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. D'autre part, nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société par les travailleurs eux-mêmes, sans méconnaître les obstacles qui s'opposent à un tel objectif.

Nous publions collectivement le présent bulletin qui :

- reflète nos discussions
- reproduit les informations relatives aux entreprises
- publie des études simples sur l'économie et la technique
- traite de problèmes pratiques, droits des salariés, etc...
- donne des renseignements sur les mouvements ouvriers étrangers.
- rend compte de la presse ouvrière.
- publie des documents sur la vie et les problèmes ouvriers (récits, correspondances, souvenirs, interviews, etc...)
- offre une tribune de discussions.

Nous sommes à la disposition de tous les camarades pour leur fournir tous les renseignements qu'ils peuvent désirer sur leurs "droits" en face des patrons, leur donner des tuyaux et les épauler par tous moyens, si nécessaire. Pour nous la solidarité des travailleurs comprend l'aide à tous les travailleurs, sous n'importe quelle forme.